

25 – 29 janvier 2016

300 participants

11 téléconférences

7 en anglais, 3 en français

et 1 en espagnol

45 pays et l'état indien

de Mahārāshtra ont

participé.

Bangladesh; Bénin;

Botswana; Burkina Faso;

Burundi; Chad; Congo

Brazzaville; Costa Rica;

Cote d'Ivoire; République

démocratique du Congo;

El Salvador; Éthiopie;

Ghana; Guatemala;

Guinée-Conakry; Haïti;

Indonésie; Kenya;

Kirghizistan; Laos;

Madagascar; Malawi;

Mali; Mauritanie;

Mozambique; Myanmar;

Namibie; Népal; Nigeria;

Pakistan; Pérou; Sénégal;

Sierra Leone; Somalie;

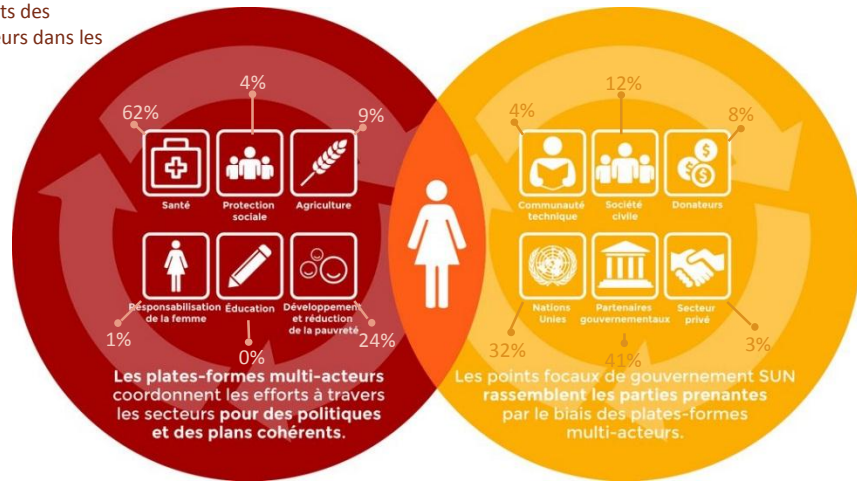
South Soudan; Sri Lanka;

Swaziland; Tadjikistan; Le

Gambie; Togo; Vietnam;

Yémen; Zambie; and

Zimbabwe.

Diversité des participants des
plate-formes multi-acteurs dans les
pays SUN*

La réunion a porté sur les expériences des pays dans la définition de cibles nationales de nutrition et les engagements à l'action correspondants, nécessaires pour atteindre ces cibles. Ces dernières tiennent compte des six cibles mondiales de nutrition du Plan d'application exhaustif de l'Assemblée Mondiale de la Santé concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant (Cibles mondiales de nutrition 2025), ainsi que des cibles liées à la nutrition du Cadre mondial de suivi des maladies non transmissibles de l'Assemblée mondiale de la santé.

Les pays SUN, tels que le **Burkina Faso**, le **Congo-Brazzaville**, la **Côte d'Ivoire**, l'**Indonésie**, le **Kenya**, la **République kirghize**, l'**État indien du Mahārāshtra**, le **Népal**, le **Pérou**, la **Sierra Leone**, la **Zambie** et le **Zimbabwe**, ont été invités à relancer les discussions en présentant leurs expériences en matière d'établissement des cibles nationales de nutrition et des engagements d'actions, guidés par les questions suivantes :

- Quelle a été la méthode pour fixer les cibles nationales de nutrition ?
- Quel type d'engagements à l'action ont-ils été déclenchés suite à l'accord sur les objectifs nationaux de nutrition ?
- Comment les cibles et les engagements sont-ils liés au cycle de planification et de budgétisation pour la nutrition ?

Les pays SUN participants ont mené une réflexion sur les présentations et ont partagé leurs propres expériences du processus d'établissement des cibles.

1. Définition des cibles nationales de nutrition

Pour de nombreux pays SUN, les *Cibles mondiale de nutrition 2025* approuvées par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2012 ont fourni un **point de référence utile** lors de la définition des cibles nationales de nutrition. Pour d'autres pays, il semble que le **processus d'établissement des cibles nationales de nutrition** avait déjà commencé avant l'introduction des *Cibles globales 2025*. Dans les deux cas, les facteurs suivants ont été pris en considération lors de l'établissement des cibles en matière de nutrition au niveau national, en particulier lors de la définition des cibles de réduction de la prévalence du retard de croissance chez les enfants :

La présence de **données de base issues des enquêtes les plus récentes sur les populations**, était un élément essentiel pour initier le processus d'établissement des cibles. Lors de la définition des cibles de réduction de la prévalence du retard de croissance chez les enfants, de nombreux pays analysent l'**actuel taux annuel moyen de régression** sur la base de l'évolution des tendances. Ils examinent également leurs plans, politiques et actions en vue d'établir un niveau réaliste et réalisable d'ambition. Par exemple, la Zambie a incorporé les résultats de la recherche, les tendances passées concernant les indicateurs clés de nutrition, et l'analyse des besoins et des lacunes dans les services, la capacité et la logistique pour alimenter le processus de définition des cibles.

Bien que de nombreux pays ont conscience de la **valeur des références mondiales** (*Agenda pour le développement durable 2030, Cibles mondiales de la nutrition 2025, et cibles liées à la nutrition du Cadre global de suivi des maladies non transmissibles de l'Assemblée mondiale de la santé*), deux **facteurs au niveau national** doivent également être mis en place. Le premier consiste à s'assurer des niveaux adéquats de **volonté politique** pour garantir à la nutrition un profil élevé dans l'agenda politique. Le second consiste à investir du

temps et des efforts pour parvenir à un consensus entre les secteurs et les acteurs participants **sur le niveau d'ambition de ces cibles en fonction des contextes nationaux.**



Plan d'application exhaustif de l'Assemblée mondiale de la santé concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant (Cibles de nutrition mondiales 2025)

1. Réduire de 40 % le nombre d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance ;
2. Réduire de 50 % l'anémie chez les femmes en âge de procréer ;
3. Réduire de 30 % l'insuffisance pondérale à la naissance ;
4. Pas d'augmentation du pourcentage d'enfants en surcharge pondérale ;
5. Porter les taux d'allaitement exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie à au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50 % ;
6. Réduire et maintenir au-dessous de 5 % l'émaciation chez l'enfant.

Cibles liées à la nutrition du Cadre mondial de suivi de l'Assemblée mondiale de la santé pour les maladies non transmissibles (cibles volontaires mondiales pour les maladies non transmissibles)

1. Stopper la montée du diabète et de l'obésité
2. Réduire de 30 % l'apport moyen de sel / sodium chez les populations

La consultation pour définir les cibles peut s'appuyer sur des données pertinentes, y compris les taux de prévalence de la malnutrition, l'application et la couverture des interventions existantes, les engagements politiques récents, la disponibilité du budget lié aux interventions, et les priorités sectorielles. Cela permet de garantir que les cibles nationales de nutrition sont réalisables et réalistes.

La Déclaration Seqota de l'Éthiopie vise à mettre fin à la dénutrition infantile d'ici 2030 et reflète l'engagement ferme du gouvernement à améliorer la nutrition et reconnaître le rôle de la nutrition dans l'impulsion du développement durable. Le Kenya a adapté les *Cibles mondiales de nutrition 2025* en analysant par rapport à leurs données

Exemple pour les cibles nationales de nutrition - Burkina Faso

Cibles du cadre commun de résultats et de la politique nationale de nutrition

CIBLES	Situation initiale 2013	Situation actuelle 2015	Situation à atteindre 2025
Réduction du retard de croissance	31,5%	30,1%	20%
Wasting	8,2%	10,6%	Moins de 5%
Allaitement maternel	47,2%	46,7%	60%
Indicateur d'"alimentation minimum acceptable"	7,2%	13,4%	30%
Anémie chez les femmes en âge de procréer	49%	62%	40%
Anémie chez les enfants (inf. à 5ans)	88%	83%	65%

nationales, les tendances régionales, en particulier de la région de l'Afrique sub-saharienne. Les disparités dans le pays ont également été examinées sur la base de la prévalence géographique et des taux de couverture des programmes.

Les exercices d'établissement de cibles impliquent souvent un processus de **consultations multisectorielles et multi-acteurs** aux niveaux national et sous-national avec la participation des conseils de nutrition, des comités d'experts et des comités techniques. **L'alignement des cibles nationales en matière de nutrition avec le plan de développement national** a été mentionné comme une bonne pratique pour encourager **l'appropriation multisectorielle**. Par exemple, tout en mettant en place son cadre commun de résultats pour la nutrition, le Burkina Faso a adopté une approche participative multisectorielle pour identifier et mettre en place des cibles nationales de nutrition. Ce processus a été suivi par des ateliers individualisés spécifiques à chaque secteur pour affiner les interventions des secteurs respectifs énumérées dans le cadre commun de résultats qui aideraient à atteindre les cibles nationales de nutrition convenues.

Plusieurs pays sont confrontés à des défis dans la lutte contre les **multiples fardeaux de la malnutrition** et ont souligné l'importance d'établir des cibles nationales pour mettre fin à l'augmentation du surpoids et de l'obésité. Pour relever ce défi, l'Organisation mondiale de la santé encourage les pays à envisager d'adopter une cible "zéro augmentation du surpoids" puisque les données pour son calcul sont couramment disponibles, et que son suivi est une mesure essentielle pour empêcher le surpoids et l'obésité aussi bien chez les enfants que chez les adultes.

Leçons clés pour fixer des cibles nationales de nutrition réalisables

- ✓ Analyser l'évolution des tendances en utilisant des données fiables sur une période définie.
- ✓ Le niveau d'ambition doit être réglé au niveau des pays sur la base de la dernière prévalence, de l'évolution des tendances, de la croissance de la population et d'une analyse des facteurs contextuels.
- ✓ Mobiliser la volonté politique pour l'appropriation et l'atteinte des cibles nationales est la clé de même que l'est l'implication des secteurs et des acteurs concernés.

2. Engagements à l'action

Plusieurs pays ont expliqué comment le processus d'établissement des cibles nationales de nutrition était souvent suivi par des engagements à l'action pour contribuer à la réalisation de ces cibles. Ces engagements concernent généralement les efforts nécessaires pour atteindre les cibles en matière de nutrition en mettant les services prioritaires à la disposition de ceux qui en ont le plus besoin. Bien que les types spécifiques d'engagements qui ont fait l'objet des discussions par les pays varient considérablement en fonction des contextes nationaux et sous-nationaux, quelques illustrations intéressantes se trouvent ci-dessous.

Des engagements politiques forts et des cibles ambitieuses nécessitent des **allocations budgétaires adéquates**. Par exemple, à la lumière des cibles nationales en matière de nutrition fixées pour 2019, le gouvernement indonésien s'est engagé à augmenter l'allocation budgétaire pour les programmes de nutrition et de la Direction de la nutrition au sein du ministère de la Santé de 157 milliards de roupies indonésiennes en 2014 à 856 milliards de roupies indonésiennes en 2016 .

(Népal) ; et la supplémentation en fer et acide folique aux femmes avant-grossesse, le dépistage précoce des mères à haut risque, et un suivi régulier du retard de croissance intra-utérin grâce à des programmes de transferts d'argent (Sri Lanka).

Renforcer le suivi et l'évaluation des systèmes assure la redevabilité et permet aux gouvernements d'améliorer en permanence les dispositions de service. Le Bénin a créé un système d'information multi-sectoriel lui permettant de recueillir des informations à partir de différentes bases de données ministérielles. Au Mahārāshtra, le gouvernement est engagé à déployer sur le terrain, des agents équipés de téléphones mobiles pour améliorer leur capacité à suivre les résultats. Le Laos s'est engagé à renforcer le suivi des progrès réalisés chaque année dans des actions et des cibles prioritaires en organisant un forum national de nutrition pour aider à assurer la redevabilité mutuelle de toutes les parties prenantes.

Qu'est-ce qu'un engagement SMART ?

SMART est l'instrument à appliquer dans la définition de vos engagements ou cibles. SMART:

Spécifique	<ul style="list-style-type: none"> Indique une action spécifique et qui en est redevable Est compatible avec les priorités et les besoins au niveau des pays.
Mesurable	<ul style="list-style-type: none"> Indique quels indicateurs seront utilisés pour le suivi des engagements et comment ils seront mesurés Inclut des indicateurs quantifiables et des niveaux de référence lorsque cela est possible
Réalisable	<ul style="list-style-type: none"> Est compatible avec les progrès réalisés pour les engagements antérieurs similaires Est aussi ambitieux que possible tout en tenant compte des limitations
Pertinent	<ul style="list-style-type: none"> Reflète le contexte nutritionnel du pays, y compris les défis Résout les grandes priorités de chaque pays et les engagements en matière de nutrition existants
Délimité dans le temps	<ul style="list-style-type: none"> Comprend un délai réaliste pour sa réalisation

Veiller à ce que les **canaux de coordination adéquats soient en place** à tous les niveaux de gouvernement afin de traduire les cibles nationales de nutrition en **actions au niveau sous-national** est essentiel. L'engagement de la Côte d'Ivoire pour la coordination se reflète dans son Conseil national de la nutrition nouvellement créé, composé du gouvernement central, des comités régionaux et ministériels.

Des plates-formes de mise en œuvre solides sont nécessaires pour assurer la **couverture effective** des interventions nutritionnelles prioritaires. **Le renforcement des ressources humaines** (quantité et qualité) a été signalé comme essentiel, en particulier pour le fonctionnement efficace des mécanismes décentralisés. Le gouvernement de la Sierra Leone s'est engagé à augmenter le personnel de nutrition au niveau national, ainsi qu'au niveau des districts. En conséquence, tous les hôpitaux du gouvernement au niveau de district sont actuellement dotés de nutritionnistes de la santé publique et de cliniques.

Des exemples de services mentionnés par les pays comprennent la fourniture de repas sains pour les femmes enceintes et allaitantes sur une base quotidienne au cours du dernier trimestre de la grossesse et pendant les trois premiers mois d'allaitement (Mahārāshtra); le renforcement de la qualité des services de nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant prestés tout au long du continuum de soins avec une approche multi-sectorielle

Leçons clés pour fixer des cibles nationales de nutrition réalisables

- ✓ Les allocations budgétaires adéquates sont essentielles pour assurer des engagements aux actions.
- ✓ Les mécanismes de coordination solides et des ressources humaines adéquates à tous les niveaux du gouvernement permettent de veiller à ce que les cibles en matière de nutrition se traduisent en actions efficaces.
- ✓ Les engagements pour la mise en œuvre doivent être spécifiques, mesurables, réalisables, pertinents et limités dans le temps.
- ✓ Les efforts visant à améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation sont essentiels pour suivre la mise en œuvre et la lier à la réalisation des cibles

Exemples de la façon dont les pays ont exprimé leur engagement SMART

SIERRA LEONE

Ensemble, le gouvernement et les partenaires de soutien vont promouvoir l'initiation précoce de l'allaitement maternel, l'allaitement exclusif et les pratiques d'alimentation complémentaire en temps opportun pour les enfants de moins de cinq ans d'ici 2017.

	Description	Base de référence 2013	Cible 2017
Indicateur	Pourcentage d'enfants de 0 à 5 mois allaités exclusivement au sein	19%	40%
Couverture	Femmes enceintes et allaitantes atteintes par la promotion de l'allaitement exclusif au sein	51%	60%
Groupe ciblé Indicateur	Les femmes enceintes et allaitantes, les maris, les grands-mères	≥50 %	80%
	% d'enfants de 6 à 23 mois avec un régime alimentaire minimum acceptable	19%	40%
Coverage	% d'enfants avec initiation en temps opportun des aliments semi / solides à 6 mois	51%	60%
Couverture	Estimation du nombre de femmes enceintes et allaitantes recevant des messages de promotion d'une alimentation complémentaire		
Groupe ciblé	Les femmes enceintes et allaitantes, les maris, les personnes en charge, les grands-mères		

ZAMBIE

Engagements à l'action déclenchée suite à l'accord sur les cibles nationales de nutrition. *Engagement 1 : Gouvernement engagé avec l'appui des partenaires à renforcer les interventions nutritionnelles a efficacité avérée et rentables de 14 districts actuels aux 45 districts d'ici à 2018.*

SPÉCIFIQUE	MESURABLE	RÉALISABLE	PERTINENT	LIMITÉ DANS LE TEMPS
Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Le " Qui " et l'action sont identifiés.	La couverture de base est répertoriée et peut être suivie pour voir si la couverture augmente sur une période de trois ans.	D'autres pays ont montré qu'il est possible d'avoir une stratégie multisectorielle efficace, en place pour lutter contre les retards de croissance.	Le retard de croissance est une question importante	Un temps très précis est indiqué.

3. Relier les cibles et les engagements à la planification et la budgétisation nationale

Les cibles nationales en matière de nutrition et les engagements à l'action associés peuvent être connectés de manière significative grâce au cycle national de planification et de budgétisation. Cela peut se produire de diverses manières, mais certains thèmes généraux ont émergé des discussions.

Les cibles et engagements de plans nationaux doivent être reflétés dans les plans de travail opérationnels à tous les niveaux du gouvernement. Par exemple, en Indonésie, le Plan national de développement à moyen terme se traduit par des plans provinciaux et de district. Ces plans sont adoptés par les ministères sectoriels à travers des plans stratégiques sectoriels quinquennaux avec les indicateurs, les cibles et le budget spécifiques au secteur. Ces plans stratégiques sont ensuite traduits en plans de travail et budgets annuels sectoriels pour obtenir des résultats.

La transparence des systèmes d'information qui permettent de suivre les résultats et les ressources allouées est fondamentale. Cette transparence nécessite que les données fiables, ventilées aux niveaux national et sous-national, soient régulièrement accessibles à toutes les parties prenantes qui contribuent au renforcement des efforts. Au Zimbabwe, la présentation de rapports sur la mise en œuvre des interventions nutritionnelles multisectorielles est réalisée à

Défis et d'aide

Les pays sont confrontés à de nombreux défis dans l'établissement et l'atteinte des cibles nationales de nutrition. Certains des problèmes rapportés sont

- Les données actualisées sont importantes et certains trouvent que le manque de données actualisées et fiables est une entrave majeure. Cela peut nuire à la capacité d'un pays à prendre en compte tous les facteurs de risque pertinents qui auront une incidence sur la mise en œuvre.
- Les cibles ne sont pas souvent en correspondance avec les ressources nécessaires au niveau national. Cela exige des pays qu'ils donnent la priorité aux interventions et leur couverture en fonction des ressources allouées.
- Des retards importants dans le déblocage des fonds disponibles conduisent à l'interruption des services.

En cas de besoin d'aide pour l'examen des cibles :

- L'outil de suivi de l'Organisation mondiale de la santé [<http://www.who.int/nutrition/trackingtool/>] peut aider les pays à calculer les cibles nationales en s'appuyant sur les plus récentes conclusions de base de référence, l'évolution des tendances et le taux de croissance de la population. Cependant, le niveau d'ambition dans l'établissement des cibles dépendra de l'analyse par pays, des circonstances actuelles et d'un examen des politiques et des actions qui sont prévues et mises en œuvre.
- L'équipe du Rapport mondial sur la nutrition fournira une assistance aux pays qui élaborent de nouveaux engagements SMART ou révisent ceux déjà existants. Une ligne directrice d'engagement SMART est disponible ici <http://globalnutritionreport.org/files/2016/03/SMART-guideline-GNR-2016.pdf>, et la ligne ouverte "hotline" du Rapport mondial sur la nutrition est disponible ici : GnrSmart2016@gmail.com

travers un système de surveillance en temps quasi réel. Les collectivités émettent des commentaires sur leur satisfaction à l'égard des services fournis à l'aide d'un système de service de messages courts (SMS).

L'implication des différents acteurs, y compris les services financiers, tout au long du cycle de définition des cibles, de la planification, de la budgétisation, de la mise en œuvre et du suivi est essentielle pour promouvoir la redevabilité et accélérer la réalisation des résultats. Le groupe technique chargé de la coordination de la nutrition au Mozambique (GT-PAMRDC sous son acronyme portugais) se réunit régulièrement avec les planificateurs financiers dans tous les secteurs. L'objectif est de veiller à ce que la nutrition soit incluse et ressourcée dans le plan de travail annuel de ces secteurs. Au Kenya, le cadre de dépenses à moyen terme se sert d'une approche allant du niveau des sous-comtés au niveau national et impliquant toutes les parties prenantes et les ministères concernés dans un forum annuel d'évaluation de rendement. Les résultats de l'examen sont utilisés pour informer le processus d'établissement des priorités pour les plans de travail sectoriels.

Les mécanismes d'incitation basés sur la performance peuvent aider à améliorer la gestion et la mise en œuvre sous-nationales et augmenter la couverture des services aux personnes les plus dans le besoin. Par exemple, le Pérou utilise des boucles de commentaires continues au sein de son système financier pour stimuler la performance aux niveaux municipal, régional et national. Grâce à l'utilisation d'un processus de budgétisation axée sur les résultats, le Pérou suit les dépenses, surveille le fonctionnement efficace, et augmente les allocations dans les zones où la mise en œuvre est démontrée être plus nécessaire et plus efficace.

Leçons clés pour faire le lien entre les cibles, les engagements et les actions

- ✓ La phase de planification offre la possibilité de traduire les cibles et les engagements en actions concrètes et ressources nécessaires (humaines, matérielles et financières).
- ✓ Les données opportunes et fiables sont essentielles pour éclairer les décisions sur la mise en œuvre et les dépenses.
- ✓ Le financement basé sur la performance peut aider à garantir que les ressources soient mobilisées sur une base continue et peut contribuer à accroître la mise en œuvre et rendre les dépenses plus efficaces.

Ce résumé a été conçu par le Secrétariat du Mouvement SUN pour le Mouvement SUN. Accéder à plus d'information sur les réunions du réseau des pays SUN et aux onze présentations sur <http://scalingupnutrition.org/progress-in-the-sun-movement/country-network-call-notes-updates>.

Le Secrétariat du Mouvement SUN est soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates, le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni.